

Google entame une tournée européenne contre le « droit à l'oubli »

Forcé de se conformer à [l'arrêt européen en faveur du « droit à l'oubli »](#), Google veut imprimer sa marque sur les débats de rentrée concernant l'équilibre entre protection de la vie privée et droit à l'information. **Madrid** va accueillir, mardi 9 septembre, la première des [7 réunions publiques européennes](#) animées par un comité consultatif nommé par ses soins, rapporte Reuters.

Quand Internet perd la mémoire

En juillet dernier Google déclarait avoir reçu [91 000 requêtes de suppression de liens](#). Le dispositif a été mis en place suite à l'arrêt rendu le 13 mai dernier par la **Cour de Justice de l'Union européenne** (CJUE). [Reporters sans frontières et la fondation Wikimedia](#) ont dénoncé l'impact négatif d'une telle décision sur la transparence et l'accès à l'information. Outre Google, tous les moteurs de recherche actifs en Europe sont appelés à traiter chaque mois des milliers de demandes de suppression de liens jugés « *non pertinents, obsolètes ou inappropriés* ». En conséquence, différents contenus, des dossiers sensibles aux photos embarrassantes en passant par des articles de presse, disparaissent des résultats de recherche européens « *sans explication publique, sans réelle preuve, sans contrôle judiciaire et sans possibilité d'appel* », selon les termes de **Lila Tretikov**, directrice exécutive de la fondation hébergeant l'encyclopédie en ligne Wikipedia. La suppression de liens se fait à la discrétion du moteur concerné.

Google impose son rythme

Les rencontres organisées par Google laissent perplexes les régulateurs européens réunis au sein du G29, le groupe des CNIL européennes. En France, **Isabelle Falque-Pierrotin**, présidente de la CNIL (Commission nationale informatique et libertés) s'est déclarée « *sceptique* » sur une initiative qui s'apparente, selon elle, à un exercice de relations publiques et de stratégie commerciale. « *Google tente de définir les termes du débat* », a-t-elle déclaré. Avant d'ajouter : « *ils veulent être perçus comme étant ouverts et vertueux, mais ils ont trié sur le volet les membres du comité. Ils contrôleront qui est dans le public, et ce qui sortira des réunions.* »

Arguant que la présence d'une autorité dotée d'une mission de contrôle et d'un pouvoir de sanction est inappropriée, la CNIL et d'autres régulateurs ont refusé d'y participer. Selon Reuters, outre le président de Google, **Eric Schmidt**, et le directeur juridique de la firme, **David Drummond**, une dizaine de membres externes à la multinationale font partie du comité chargé d'animer les débats, parmi lesquels **Jimmy Wales**, le fondateur de Wikipedia. Après Madrid, le comité se réunira à : **Rome, Paris, Varsovie**, les 10, 25 et 30 septembre, respectivement, puis à **Berlin et Londres** les 14 et 16 octobre. Et, enfin, à **Bruxelles**, le 4 novembre prochain.

Lire aussi

[Droit à l'oubli : Google lance la suppression de liens](#)

[Wikimedia contre les « trous de mémoire » imposés par le droit à l'oubli](#)